



# FEDERATION CGTR SANTE ACTION

---

*Saint Denis , 26 /08/2022*

## LETTRE AUX ELU.E.S

Madame la Députée, Monsieur le Député,  
Madame la Sénatrice, Monsieur le Sénateur,

Vous allez être amenés à porter votre contribution aux discussions sur le Projet de Loi de Finances 2023.

Dans la situation que nous connaissons, la Fédération CGTR Santé Action Sociale revendique **en urgence** :

- **L'augmentation significative des financements** du service public de santé, d'action sociale et médico-social,
- L'ouverture d'un débat parlementaire sur l'arrêt des enveloppes fermées et de la tarification à l'activité et la programmation d'un plan pluriannuel de formations, d'embauches et de valorisation des salaires et des pensions.

De projet de loi en projet de loi, la couverture de santé se réduit. Le transfert des activités sanitaires, sociales et médico-sociales vers le secteur lucratif et le démantèlement actif de la Sécurité Sociale nous font connaître des drames. Nous en craignons d'autres quotidiennement.

Les luttes ne se sont jamais arrêtées malgré la crise sanitaire et se poursuivent aujourd'hui. Toujours méprisées, sans prise en compte des revendications des personnels, le « projet du gouvernement » est imposé. Trop peu de résistances des élu.e.s se lèvent réellement. Il ne s'agit plus de faire de la « com », nous ne voulons plus supporter les souffrances et les morts qui pourraient être évités.

A l'heure où la France et sa population sont victimes de crises, affaiblir le service public de santé et d'action sociale représente assurément une maltraitance supplémentaire envers les usager-e-s et les personnels de nos établissements. C'est une erreur stratégique d'envergure pour notre capacité à développer la santé de la population et pour notre capacité à répondre aux crises.

Notre Fédération CGTR porte avec conviction 4 exigences et 12 propositions portant la création d'un grand service public de la santé et de l'action sociale que vous trouverez en pièce jointe :

- Pour un système de santé accessible à toutes et tous et par toutes et tous, des moyens pour répondre aux besoins des populations, plus de démocratie dans les décisions et l'organisation des soins, la suppression des ordres professionnels et la création de chambres territoriales de santé.
- L'arrêt du développement de l'offre sanitaire lucrative, une politique de prévention réellement efficace, des conditions de travail humaines, et sur ce dernier point, il y a urgence au vu des situations vécues quotidiennement.
- Le tout doit être adossé à une Sécurité Sociale qui garantisse la solidarité pour toute la population appuyée par une réelle volonté de politique de santé publique.

Madame la Députée, Monsieur le Député, Madame la Sénatrice, Monsieur le Sénateur, nous sommes convaincu·e·s que vous serez sensibles aux arguments et revendications portés par la première organisation syndicale des personnels du champ de la santé et de l'action sociale.

Notre syndicat reste à votre écoute pour toute sollicitation de votre part et sera attentif aux positions que vous prendrez.

Veillez Madame la Députée, Monsieur le Député, Madame la Sénatrice, Monsieur le Sénateur, croire en notre très haute considération.

PJ : document 4 exigences 12 propositions